

# Le débat référendaire et la perspective

Par Louis Mazuy

L'antilibéralisme peut-il un fonder l'alternative aux politiques menées en alternance par la droite et le social /libéralisme ? La divergence profonde au sein du parti socialiste et de l'écologie politique, à l'occasion de la position à tenir pour le référendum sur la constitution européenne, est le signe que cette question travaille la gauche. Et il n'est pas banal qu'une association, comme ATTAC, soit pleinement engagée pour le non à la constitution européenne libérale.

Le principe dominant de la concurrence libre et non faussée, que le texte du traité constitutionnel vise à l'imposer dans toute l'économie, apparaît pour beaucoup comme un obstacle majeur à une politique de progrès social. Néanmoins, pour de nombreux partisans du non, il ne va pas de soi que l'antilibéralisme devienne un anticapitalisme total au sens où l'entend le communisme. Comprendre les racines historiques du rassemblement antilibéral en cours est essentiel pour œuvrer à un rassemblement porteur d'une alternative. Les conditions ayant permis un certain progrès social au 20<sup>ème</sup> siècle sont mises en cause par un néo-libéralisme devenu progressivement dominant depuis les années 1970. Ainsi, l'efficacité du réformisme social est devenue illusoire.

Les acquis sociaux et services publics auxquels notre peuple est particulièrement attaché ont été arrachés pour l'essentiel après la défaite du nazisme et la libération, les conquêtes du front populaire ayant été une amorce provisoire. Dans notre pays, l'efficacité communiste, comme outil politique représentant les intérêts du monde du travail et des milieux populaires, s'est ainsi déployée des années 1930 au début des années 1970, en s'identifiant dans le résultat de ces conquêtes sociales. Néanmoins, il convient de ne pas perdre de vue que d'autres forces politiques et sociales ont été actrices de cette phase de progrès de la société, sans remettre en cause le capitalisme. C'est ce qui a donné de l'assise populaire à la social-démocratie, ceci même si le rôle dynamisant du communisme dans les luttes de classes est retenu par beaucoup comme un élément déterminant.

Dans un monde partagé entre pays capitalistes et pays socialistes ou progressistes, la crainte des bourgeoisies nationales de perdre le pouvoir a conduit à des compromis capital-travail, principalement en Europe de l'ouest suite à la défaite du nazisme. Ceci s'est matérialisé par les politiques d'inspiration keynésienne et social-démocrate, marquées par l'Etat providence et certaines avancées sociales. Le livre de l'auteur Américain Gary Teeple, intitulé « *La globalisation du monde et le déclin du réformisme social* », publié en 2003 aux Presses de l'Université Laval, donne une explication argumentée de cette période historique puis de la transition conduisant à aujourd'hui.

Malgré les graves atteintes aux droits de l'homme dans les pays de type soviétique dénaturant l'idéal communiste, la confrontation mondiale entre les deux systèmes donnait lieu à un rapport de forces social et politique favorable aux conquêtes sociales dans certains pays lorsqu'il y avait luttes de classes. Durant cette période, l'anticommunisme était d'autant plus agressif qu'il fallait à tout prix éviter qu'une progression de l'influence communiste puisse prolonger ces acquis dans une transformation plus globale. Aussi, l'ancrage d'une social-démocratie crédible pour contrecarrer l'influence communiste a été une constante pour les bourgeoisies nationales dans la diversité des situations. Notons par exemple, l'éviction de tous communistes des directions du syndicalisme de cogestion en l'Allemagne de l'Ouest.

Au cours des trente dernières années, le monde a subi de profonds bouleversements. Si le passage progressif à une globalisation du monde est le résultat du mouvement du capital sous la domination américaine, le déclin du socialisme étatique puis sa quasi-disparition a permis au libéralisme de regagner progressivement du terrain idéologiquement et donc de créer les conditions politiques de cette nouvelle phase du capitalisme. Depuis les années 1980, l'essentiel des forces sociales-démocrates ont évolué dans un accompagnement du néo-libéralisme, qualifié de social-libéralisme, le point commun entre social-démocratie et social-libéralisme étant l'acceptation du capitalisme. Progressivement, le libéralisme s'est libéré de la crainte du communisme et tend à instaurer un capitalisme destructeur de l'essentiel du social. Son accompagnement au nom d'un prétendu réalisme comme continuité du réformisme d'antan est ainsi de plus en plus difficile à admettre au sein du peuple et même au sein des acteurs sociaux antérieurement acquis à l'acceptation du capitalisme pour autant qu'une certaine politique sociale y soit possible. C'est à mon sens l'explication de la crise interne au PS à propos de la position sur la constitution européenne. C'est aussi la raison de débats et de prises de positions affirmées de la part de mouvements comme ATTAC, dont les membres sont loin de se déclarer anticapitalistes.

Devant ces cheminements d'opinions dont l'ampleur s'est révélée dans la campagne pour le non au référendum, quels enseignements le PCF doit-il en tirer en termes de projet et plus généralement quel nouveau communisme international peut-on envisager pour l'avenir ?

En se démarquant des tares des sociétés de type soviétique, le communisme français a surévalué le rôle de la lutte de classes dans le cadre national pour les acquis progressistes, en oubliant peu à peu l'importance du facteur « confrontation mondiale entre deux systèmes ». En conséquence, le projet du PCF des années 1990 a développé une conception du dépassement du capitalisme, pour le moins ambiguë. En pleine période d'offensive néo-libérale et de mondialisation capitaliste, considérer qu'une mixité privée/publique du capital des entreprises n'était pas un problème majeur pour la perspective de transformation sociale a été le signe que le communisme français avait un sérieux problème de projet depuis la disparition de l'Union soviétique. Il est donc maintenant urgent d'explicitier les critères d'une société post-capitaliste, suite à un débat

référendaire au cours duquel des millions de personnes ont été amenés à identifier les principes libéraux à partir desquels le capitalisme s'affirme comme un obstacle majeur au progrès social, humain et à la pérennité de la planète.

Au moins deux domaines demandent des avancées très significatives de l'apport communiste.

D'une part, sur le rapport entre les champs nationaux, européens et mondiaux dans la faisabilité d'une transformation sociale, ceci pour véritablement remplacer le concept ancien de « socialisme dans chaque pays » et aussi pour se démarquer d'une construction européenne définie comme élément d'un partage du monde entre quelques puissances économiques. Cet aspect au cœur de la réflexion des forums alter/mondialistes reste à ce jour sans réponse très explicite en termes de perspective.

D'autre part, une clarification sur les critères essentiels d'une société post-capitaliste est nécessaire. La sortie du capitalisme est-elle la suppression de l'accumulation privée du capital des entreprises (*le terme « d'accumulation » est employé à la place de celui de « propriété » car nouveau statut de l'entreprise, conforme au primat du progrès social, et détention non étatique du capital requièrent des réponses nouvelles pouvant être multiples*) ? Selon quels principes les formes de propriété des biens de vie sociale sont à répartir entre le domaine privé et les collectivités ? Quel nouveau contenu de la notion de maîtrise publique répond aux enjeux d'aujourd'hui ? Faut-il concevoir la société nouvelle avec une absence totale de marché, ou selon une mixité entre des monopoles de services publics et un marché régulé des biens et services, en considérant comme des prémices certains aspects du rôle structurant des entreprises publiques françaises pendant la période 1945 aux années 1970 ? Un texte récent de Maurice DECAILLOT, intitulé « *Economie, marché, politique, démocratie : éclaircir pour éclairer ? A propos d'un article de Christian BARRERE* », s'exprime sur la question générale du marché des biens et services. En voici un extrait suggestif « *Il est donc vrai que l'avenir social est à l'échange. Mais il sera, pour y parvenir, incontournable de sortir des pratiques aveuglantes du marché :...Il sera nécessaire, en même temps, non d'édicter des droits, mais d'élaborer en commun des règles, non de prescrire des partages, mais de construire des échanges, des activités, des structures, de faire vivre un paradigme nouveau d'activités marquant l'émergence, dans le monde distordu d'aujourd'hui, des civilisations à naître* ». Cela requiert aussi une réflexion renouvelée sur le devenir des forces productives (*confère la journée d'étude du 17 janvier 2003, dont le contenu a été publié par le cahier n°11 de l'OMOS, intitulé « Mouvement des connaissances, Travail, Société, Quel projet communiste ?*).

Les réponses à ces questions sont déterminantes pour que le communisme puisse être identifié comme inspirateur d'un projet de transformation sociale en réponse aux enjeux. Après la critique de masse du libéralisme et du capitalisme, à l'occasion du débat référendaire sur la constitution, le renouveau d'une perspective révolutionnaire passe par l'identification des principes de structuration et de fonctionnement d'une nouvelle société, en cohérence avec une stratégie politique de rassemblement.